

à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, au Sud-Africain ou à n'importe quel autre pays à cet égard? De fait, si l'on compare la situation du logement au Canada avec celle de tous les autres pays, on constate que, toutes proportions gardées, nous sommes en meilleure posture que les autres.

M. MACDONNELL: Qu'on nous donne des chiffres à l'appui.

Le très hon. MACKENZIE KING: C'est l'honorable chef de l'opposition qui a le premier abordé cette question, c'est donc à lui de citer ses statistiques.

M. MACDONNELL: Citez les chiffres.

Le très hon. MACKENZIE KING: Si mon honorable ami veut bien attendre son heure, il aura la chance de devenir un chef avant la fin de sa vie.

Le leader de l'opposition a ensuite parlé de la production des vivres et de l'agriculture en général. Encore une fois, je lui demande s'il est un honorable membre de l'opposition qui puisse indiquer un pays au monde qui ait exporté plus de vivres que le Canada depuis quelques années et qui encore aujourd'hui en exporte plus afin de venir en aide aux autres pays?

Ensuite, l'honorable député s'en est pris aux régies. Ici encore, j'aimerais qu'il fit un plus grand cas de ce que les autres pays disent du Canada à ce sujet. Je me demande quel pays n'aimerait pas se trouver dans la situation enviable qui résulte de notre politique d'opposition à l'inflation et des effets qu'elle a eus? Y a-t-il un honorable député qui puisse mentionner un autre pays qui ait résolu avec plus de succès le plus difficile de tous les problèmes, celui de la lutte à l'inflation?

Chose certaine, l'honorable député ne s'est pas demandé où en serait le pays sans pareille politique. Que la population canadienne réfléchisse sérieusement sur ce point avant de critiquer, avant de dire que le Gouvernement a manqué son but sous tel ou tel rapport.

On n'a qu'à comparer le coût relatif de la vie au Canada à celui des autres pays de l'univers pour se rendre compte que la politique du Gouvernement a grandement aidé la masse de la population et a produit de meilleurs résultats que les mesures du même genre adoptées par d'autres pays. Voilà un point sur lequel il faut insister.

L'honorable député dit que nous n'avons pas fait telle et telle chose. La vérité, c'est que mon honorable ami n'a pas su saisir ce que nos politiques,—élaborées non pas à la dernière minute, mais des années à l'avance,—ont valu au Canada, et ce qu'elles lui valent aujourd'hui.

Si nous n'avions pas présenté et adopté au cours d'une législation antérieure la loi établissant le ministère de la Santé et du bien-

être et celui des Affaires des anciens combattants,—reconnue comme les meilleures mesures au monde en faveur des anciens combattants,—la situation serait fort différente de ce qu'elle est actuellement au Canada.

Où en serions-nous aujourd'hui, si nous n'avions pas prévu l'établissement du ministère de la Reconstruction pour remplacer celui des Munitions et approvisionnements, et préparé ainsi d'avance l'efficacité de notre action durant la période d'après-guerre? On me permettra d'ajouter,—et personne ne me contredira,—que les partis libéral, conservateur et autres proclament hautement, et à bon droit, le travail magnifique accompli par le ministre des Munitions et approvisionnement (M. Howe). De même, les anciens combattants louent chaudement les services excellents que leur rend le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Mackenzie). Les anciens combattants canadiens possèdent aujourd'hui leur charte, qui est presque complétée. Elle renferme toutes les mesures législatives se rattachant aux nombreux aspects de leurs occupations et de leur vie. On ne trouve rien de tel, je le répète, dans aucun autre pays.

L'honorable député a dit qu'il approuvait le prêt au Royaume-Uni, et j'ai été heureux de l'entendre sur ce point. Il se rend compte, je crois, comme le font tous ceux qui étudient la situation mondiale actuelle, des sacrifices consentis par la Grande-Bretagne pendant la guerre et de la situation dans laquelle la place aujourd'hui l'exécution de ses obligations. On comprend, je crois, que si la Grande-Bretagne doit pouvoir jouer un rôle utile parmi les nations, il faut la rétablir de façon à le lui permettre.

L'honorable député a parlé d'un don. Il ne s'agit pas d'un don, mais d'un prêt. La date d'échéance en est éloignée, il est vrai, et je conviens que l'honorable préopinait que, sans cette avance, notre pays aussi bien que la Grande-Bretagne seraient à bref délai dans des conditions bien difficiles.

M. BRACKEN: Le premier ministre m'a-t-il entendu mentionner un don? Je n'en avais nullement l'intention.

Le très hon. MACKENZIE KING: Je le crois vraiment, puisque je l'ai noté sur l'heure. Il a sans doute fait erreur, et je suis tout disposé à accepter sa mise au point. Je tiens cependant à bien établir qu'il s'agit d'un prêt. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de discuter la chose à fond au cours de la session, de sorte que je puis me dispenser d'insister davantage sur tout aspect de la mesure pour le moment. Le ministre des Finances (M. Ilsley) aura, à cette fin, à présenter une mesure législative, qu'il accomplira de toutes les explications nécessaires

[Le très hon. Mackenzie King.]